



319841

Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/CIE/XIV/CRP/6  
Mai 1998

Original:

**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL  
POUR L'AFRIQUE DU NORD (CDSR)**

# **TUNISIE**

**BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1996/97**

## TABLE DES MATIERES

Résumé	1
Evolution sectorielle	2
<i>Agriculture et pêche</i>	2
<i>Industrie</i>	2
<i>Energie</i>	3
<i>Mines</i>	3
<i>Tourisme</i>	3
Tendances macro-économiques	5
<i>Investissement</i>	5
<i>Prix et consommation</i>	5
<i>Situation monétaire et financière</i>	5
<i>Balance des paiements</i>	6
<i>Marché financier</i>	7
Principales mesures réglementaires	7
Politique et indicateurs sociaux	8
<i>Développement des ressources humaines</i>	8
<i>Habitat</i>	8
<i>Développement social et solidarité</i>	9
Références bibliographiques	10

## RESUME

Dans un environnement économique mondial généralement favorable, la Tunisie a connu une croissance du **produit intérieur brut (PIB)** de l'ordre de 5,6 % en 1997, légèrement inférieure, comparée à 1996 où elle avait enregistré une croissance de 6,9%. L'économie semble présenter des signes de bonne santé, malgré la défaillance pluviométrique observée en 1997, et un **comportement mitigé du secteur industriel**. Il y a eu un redémarrage de l'investissement industriel manufacturier avec une progression des ventes locales de ciment et du rond à béton. Le secteur de l'**énergie** a poursuivi son cours avec dynamisme, avec une nette amélioration des ressources (11,3%) et une hausse de la demande (5,3%). Le secteur de l'**agriculture** et de la pêche a par contre connu un rythme plus faible de croissance de l'ordre de 2,5 %, contre 29,5 % en 1996, dûe surtout à une baisse de la production céréalière du fait de la sécheresse. En ce qui concerne les services, l'activité touristique a poursuivi son expansion en 1997, avec un taux de croissance qui est passé de 4,6 % en 1996 à 7,9 % en 1997. Le transport aérien a parallèlement connu une croissance de 13 % durant cette période. Au niveau des **indicateurs de politiques économiques**, la Tunisie a enregistré un léger élargissement du **déficit budgétaire** par rapport à 1996 et qui représente 3,2 % du PIB. On peut noter une aggravation du déficit courant qui porte la marque de l'élargissement du **déficit commercial**, aggravation atténuée par l'augmentation de 8 % des recettes touristiques, et les recettes accrues du transport aérien. Par contre il

y eut une consolidation des entrées nettes de capitaux qui a permis de financer le déficit accru des **opérations courantes** et de dégager un solde excédentaire au niveau de la balance des paiements de l'ordre de 52 % par rapport à l'année précédente. Les **avoirs nets en devises** se sont améliorés aussi. La **dette étrangère** équivaut à 51,2 % du PIB. L'inflation est contrôlée, et le CIP est de l'ordre de 3,8 % comparé à 3,7 % en 1996. L'inflation a été de l'ordre de 4 %, soit un peu supérieure à l'année précédente. Le **taux de change** du dinar tunisien a été 1,1 dinar pour un dollar américain, traduisant une légère dépréciation durant la période. Puisque le gouvernement s'efforce de privatiser, on peut s'attendre à un accroissement des investissements étrangers directs. Pour marquer cette orientation, le gouvernement a vendu ses parts dans l'Agricoltor, une compagnie de commerce dans le secteur agricole. Au chapitre des **échanges commerciaux**, on peut noter un accroissement de 11,8 % des exportations et de 14,1 % des importations avec l'Union Européenne, principale partenaire commercial du pays, engendrant une augmentation de 170,7 MD du déficit commercial. Par contre, les échanges avec le reste du monde se sont accrus de 26,9% coté exportation et de 14,7% coté importation tandis que ceux avec les pays de l'UMA se sont contractés, surtout en ce qui concerne les importations (-12%), alors que les exportations n'ont baissé que de 1,8%. Globalement, le **déficit commercial** s'est légèrement réduit, passant de 2,2 milliards en 1996 à 1,8 milliards en 1997.

## PRINCIPAUX INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

	1995	1996	1997*	1998 <sup>p</sup>
Croissance réelle du PIB, %	2,4	6,9	5,0	4,5
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-2,0	-3,0	-3,2	-3,3
Taux d'inflation (% moyen)	6,3	3,7	4,0	3,5
Taux d'intérêt (% moyen)	8,8	7,8	8,0	8,0
Taux de change (dinar/\$)	0,95	1,0	1,0	1,0
Exportations (milliards \$)	5,47	5,52	6,1	6,0
Importations (milliards \$)	7,46	7,72	7,9	7,9
Solde commerciale (milliards \$)	-1,99	-2,2	-1,8	-1,9
Comptes courants (en % du PIB)	-3,9	-7,6	-3,4	-3,6
Réserves de change (milliards \$)	1,61	1,8	2,2	2,3
Dette extérieur (milliards \$)	9,72	10	10,2	10,5
Ratio du service de la dette (%)	17,7	17,0	15,1	15,4

(e) estimation; (p) prévision

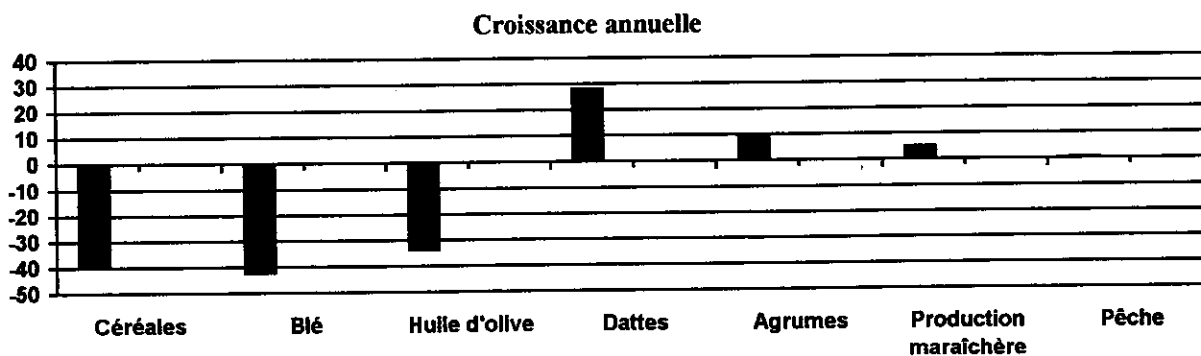
Sources: Autorités tunisiennes; FMI; Business Monitor International

## Evolution sectorielle

### Agriculture et pêche

Pour assurer le succès de la campagne agricole, des mesures ont été prises, avec l'octroi d'une aide en nature, sous forme de semences, à 60 mille petits agriculteurs, des crédits pour l'achat d'engrais chimiques, le maintien des prix des engrais à leurs niveaux de l'année passée, et l'approvisionnement, dans les meilleurs délais, des agriculteurs en engrais, semences, et pesticides. Mais, avec la sécheresse qui a sévi, la production **céréalière** a diminué de 39,6 % par rapport à l'année précédente. Le blé est tombé à 42,3 % de la production en 1996. Ceci a occasionné une augmentation des importations de céréales de plus de 45 %. Par contre, les prix d'achat, exprimés en dinars, ont diminué de l'ordre de 19 % en moyenne pour le blé et 16 % pour le maïs. La production d'**huile d'olive**, ayant connu un niveau record en 1996, a chuté de

33.9 % par rapport à l'année précédente, à cause du phénomène d'alternance de l'olivier et du déficit hydrique enregistré durant l'année la campagne précédente. Les prix à la production ont été maintenus à leur niveau de l'année passée. La récolte de **dattes** est de 95 mille tonnes contre environ 74 mille tonnes en 1996, soit une augmentation de 28 %, en raison surtout de l'apport des plantations marginales accrues. La récolte d'**agrumes** a enregistré une croissance de 9 %, avec une croissance d'exportation équivalente. Il y eut aussi une croissance en production maraîchère de l'ordre de 5 %. Cela a évité le recours à l'importation de pommes de terre. La production du secteur de la **pêche** s'est accrue de 4,5 %, tandis que l'exportation dans ce secteur a connu une évolution de 15,8 % en volume et 12,3 % en valeur.



Source : Banque Centrale de Tunisie

### Industrie

L'activité industrielle a généralement connu une évolution favorable au cours de l'année, en particulier dans les industries manufacturières orientées vers l'exportation. Par contre, les industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre, ainsi que les industries diverses, la branche des dérivés des phosphates, et surtout le secteur minier, ont enregistré un certain ralentissement sous l'effet de la fermeture de certains gisements de métaux non ferreux. Ce secteur continue de bénéficier du Programme de Mise à Niveau de l'Industrie qui s'étale sur les cinq

années 1996-2000. Ce programme soutient les entreprises industrielles et les entreprises de services liées à l'industrie qui se proposent de réaliser des programmes de mise à niveau, et qui visent à moderniser leur procédés techniques et technologiques de production afin d'être plus compétitives sur le marché mondial. Concernant l'industrie agro-alimentaire, la production a connu une évolution différenciée. La production d'huile d'olive a exéde de cinq fois le volume de l'année dernière, dépassant de 20 % les prévisions initiales. L'industrie laitière évolue favorablement. La production de

lait de boisson à partir de lait frais local (environ 85 %) porte sur environ 120 millions de litres. La production de concentré de tomate s'élève à 85 kt contre 115 kt l'année précédente. D'autre part, la production de la majorité des dérivés de céréales est demeurée stationnaire, tandis qu'elle est en légère amélioration pour le sucre. Dans le domaine de la sidérurgie, la production s'est accrue tant

pour les produits intermédiaires que pour les articles finis laminés. Par contre la production des trefilés et des structures métalliques a accusé un repli de 4,2 % et de 11,7 % respectivement. L'affermissement des ventes de ronds à béton montre aussi qu'il y a une reprise effective du secteur du bâtiment et travaux publics avec une demande soutenue de construction de logements.

### Energie

Le bilan énergétique a été caractérisé à la fois par une amélioration des ressources de 1,3% et une hausse de la demande de 5,3%, dégageant ainsi un excédent par rapport à l'année précédente. La production de pétrole brut a diminué de 8,1 % par rapport à l'année précédente, du fait de la baisse des volumes produits par les gisements d'El Borma, de Sidi El Kilani, et d'Ezzaouia. Dans ce cadre, les exportations de brut ont régressé d'environ 10 %, mais elles ont progressé en valeur de 1,1 %, en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dinar tunisien durant la période. La production du carburant a progressé au cours de l'année au même rythme que l'année précédente, soit 6 %. De même, la disponibilité de gaz naturel a connu une progression de

7,4%, grâce à l'apport de Miskar qui a plus que triplé, alors que la consommation s'est accrue de 3,6 % contre 2,1 % l'année précédente. Il en est de même de la production d'électricité qui a augmenté de 8,7 %, contre 3,2% l'année précédente. La consommation d'électricité a progressé de 4,9 % contre 1,6 % l'année dernière. Les exportations des produits énergétiques ont porté au cours des huit premiers mois de 1997 sur une valeur de 369 MD contre 316 MD réalisées à la même période de 1996, soit une augmentation en valeur de 16,7 % contre 6,4 %, en raison d'une variation à la hausse des prix de 13,1 %. Les exportations de produits pétroliers ont enregistré une légère augmentation de 3,1 %, contre une baisse des importations de 2,8%.

#### Evolution dans le secteur de l'énergie

(Variation annuelle en %)

	1996	1997
Electricité	3,2	8,7
Carburant	6,0	6,0
Gaz naturel	2,4	7,4

Source : Banque Centrale de Tunisie

### Mines

La production de phosphate a enregistré un accroissement de 3 %, et son exportation de 9 %. La production et la commercialisation de certains engrais tels que l'acide, le DCP et le nitrate poreux ont progressé. Néanmoins un ralentissement est observé au niveau de la

production et surtout de la commercialisation des autres produits de base phosphorique. La production de plomb, de zinc et de fer a enregistré un recul causé par des difficultés techniques, dont l'arrêt de la production de Bougrine.

### Tourisme

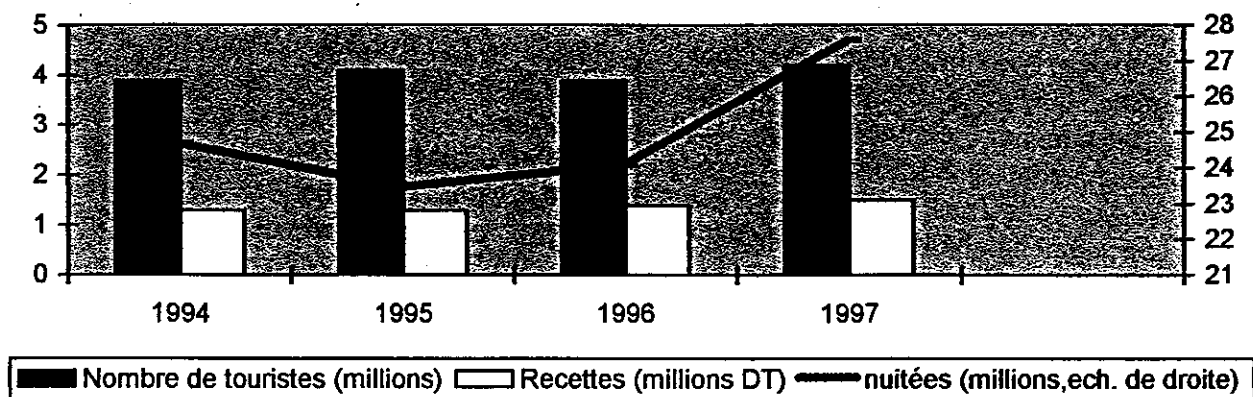
Le secteur touristique a poursuivi son expansion en 1997, favorisé par la conjoncture favorable dans les principaux marchés émetteurs. Le nombre de touristes a

enregistré une croissance de plus de 7,9 % contre une baisse de 4,6 % l'année précédente. Durant la même période les nuitées globales se sont accrues de 15,9 % contre 2,3 % l'année

écoulée. Toutes les zones touristiques ont bénéficié de cette évolution. Le taux d'occupation relatif s'est amélioré de 5,8 points. Les recettes touristiques en devises montrent une progression identique à l'année précédente, soit 8 %. Parallèlement, le transport

aérien s'est consolidé avec une évolution de près de 13 % du nombre de passagers qui s'est élevé à 5,6 millions. Les lignes internationales ont connu une progression soutenue (13,5 %), alors que les lignes intérieures n'ont dégagé qu'une augmentation modérée de 4 %.

Evolution dans le secteur du tourisme



Source : Economist Intelligence Unit

## TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

### Investissement

L'investissement dans les industries manufacturières ont progressé durant l'année de plus de 17,3 % contre une baisse de 2,5 % l'an passé, pour s'élever à 748,1 MD au terme des dix premiers mois de l'année 1997. Ceci a permis la création d'environ 38 mille postes d'emploi. Les investissements ont progressé dans l'industrie chimique et les industries diverses et diminué dans les industries mécaniques et électriques et agro-alimentaires. Les industries exportatrices ont enregistré une augmentation importante de 85,1 % contre une régression de 2,8 % en 1996. Quant à l'investissement dans les industries

orientées vers le marché local qui représente plus de 73% du total, il a connu une légère reprise de 3,6%. Tout cela a favorisé un accroissement du nombre de projets de l'ordre de 18 % pour la première catégorie d'industrie, et de 8 % pour la deuxième catégorie, s'élevant à 452 et 2,227 unités respectivement. Durant la même période, les investissements dans les activités de services autres que le tourisme, ont évolué d'environ 28 %, pour passer de 178,7 à 229,4 MD. Le secteur de l'agriculture et de la pêche a également bénéficié d'un regain d'investissement, avec une hausse de 13 % contre une baisse de 4,7 % en 1996.

### Prix et consommation

L'indice du coût de la vie a enregistré une hausse moyenne au cours des neuf premiers mois de 1997 de 3,7 % contre 4 % et 6,3 % respectivement, pour les mêmes périodes de 1996 et de 1995, soit une poursuite de la tendance à la décélération. Cependant les prix de certains produits alimentaires, en particulier ceux bénéficiant du concours de la Caisse

générale de compensation, ont progressé plus vite qu'en 1997. A l'exception du poste entretien, hygiène et soins dont les prix se sont accrus de 5,2 % contre 1,7 % en 1996, les autres rubriques ont enregistré un ralentissement, en particulier l'habillement (3,6 % contre 6,9 %), le transport (1,1 % contre 2,4 %) et l'habitation (2,5 % contre 2,9 %).

### Situation monétaire et financière

#### Evolution des facteurs de la liquidité bancaire

	Sept. 1997	Var. dec.95/sept.96	Var. dec.96/sept.97
Billets et monnaie en circulation	-1685	-216	-198
Solde du compte courant du trésor	-369	+30	-125
Avoirs nets en devises	+2081	-67	+260
Autres facteurs	+167	+14	+937
Total facteurs	+194	-239	+874
Total concours	-194	+239	-874
Interventions sur marché monétaire	-289	+211	-858
Refinancement en devises	2	+28	-16
Avances spéciales	93	-	-

(-) = effet restrictif; (+) = effet expansif

Source: Banque Centrale de Tunisie, Périodique de conjoncture, no. 14

Au cours des l'année 1997, la trésorerie bancaire s'est améliorée avec l'affermissement des avoirs extérieurs. L'excédent de trésorerie qui a caractérisé la situation des banques depuis le mois d'octobre 1996 s'est fortement amplifié

en 1997. L'effet restrictif exercé par l'augmentation du solde du compte courant du Trésor et celle des billets et monnaies en circulation a grandement contribué à contrôler l'évolution de cet excédent.

Avec la surliquidité qui a caractérisé le système bancaire, l'intervention de l'Institut d'émission sur le marché monétaire a dû régresser de 858 MD par rapport au niveau de décembre 1996. Sur ce total, 70 % correspondent à des appels d'offres négatifs, 21 % à la diminution des prises en pension et le reliquat au montant net des opérations de ponction-injection. Par rapport au niveau de décembre 1996, les besoins des banques en liquidité qui n'avaient atteint que 323 MD en octobre 1997, et satisfaits en totalité sur le marché interbancaires, avaient régressé de 753 MD, contre une augmentation de 145 MD enregistrée une année auparavant. Corrélativement, les échanges de liquidité sur le marché interbancaire étaient revenus, de 725 MD en décembre 1996 à 376 en septembre

1997. Il y eut un affermissement des disponibilités quasi-monétaires qui a résulté de l'accélération des dépôts en comptes spéciaux d'épargne (5,9 % contre 2 %), affermissement qui a été atténué par la baisse de l'encours des certificats de dépôts et la décélération des dépôts à terme. Concernant les ressources du système financier, les créances nettes sur l'extérieur ont enregistré une progression importante (528 MD contre 143 MD), imputable essentiellement à l'encaissement de l'emprunt lancé sur le marché américain. L'endettement de l'Etat a baissé durant cette année, en raison d'un recours moins important aux ressources intérieures suite à la mobilisation de nouveaux emprunts extérieurs. Le financement inter-entreprises a progressé à un rythme soutenu.

### *Balance des paiements*

Les paiements extérieurs de la Tunisie ont été marqués par une consolidation des entrées nettes des capitaux qui ont permis de financer le déficit accru des opérations courantes et de dégager un solde excédentaire au niveau de la balance générale des paiements. Par contre il y eut une aggravation du déficit courant qui fut largement atténuée par l'accroissement de l'excédent de la balance des invisibles. Avec l'augmentation de 8 % des recettes touristiques et de celles générées dans le transport aérien suite à la reprises des entrées des touristes venant de l'Europe, on a

enregistré une amélioration de l'excédent traditionnel de la balance des services. L'accroissement des revenus rapatriés par les tunisiens installés à l'étranger et ceux générés par les placements des devises à l'étranger ont contribué à réduire le déficit de la balance des revenus de facteurs. Au niveau du compte capital et opérations financières il y eut une amélioration de l'excédent due à l'affermissement des dons accordés par l'Union Européenne et le recours accru aux marchés des capitaux, avec pour conséquence une nette amélioration des avoirs nets en devises.

#### **Principaux soldes de la balance des paiements**

	1996*	1997*
<b>A. Paiements courants</b>	- 380	-448
- Marchandises (fob)	-1277	-1467
- Services	+ 927	+1014
- Revenus de facteurs	- 62	-27
- Transferts courants	+32	+32
<b>B. Opérations en capital et financières</b>	+601	+1037
- Opérations en capital	+10	+81
- Participations	+165	+89
- Prêts et emprunts à CMLT	+426	+867
<b>C. Opérations d'ajustement (flux nets)</b>	+ 2	
<b>Solde général</b>	<b>+223</b>	<b>+589</b>

(\*) = neuf premiers mois

Source : Banque centrale de Tunisie, Périodique de conjoncture



## *Marché financier*

**A**u cours de l'année, le marché financier a enregistré un léger affermissement des transactions et une progression des actifs gérés par les sociétés d'investissement. Les transactions boursières ont régressé avec une baisse continue des cours des actions qui a suscité une chute de la capitalisation boursière. Le système de cotation électronique a favorisé la transparence des opérations boursières. L'enveloppe globale d'émission a augmenté de

257 MD en 1996 à 264 MD en 1997, avec des émissions de bons du Trésor négociables, alors que les émissions d'actions et d'obligations ont plutôt baissé. Au niveau du marché secondaire, le volume global des transactions a accusé une faible baisse par rapport à l'année précédente.. Compte tenu de ces évolutions l'indice boursier BVMT a régressé de 21,8 % par rapport à son niveau de décembre 1996, contre 5 % une année auparavant.

### **Evolution des indicateurs du marché financier**

	Sept. 1996	Sept. 1997e
Indice général BVM (en point) <sup>2</sup>	602,67	446,39
Capitalisation boursière	4040	2546
Nombre de sociétés cotées	30	33
Volume global de transactions	444	419
Cote de la bourse	186	218
Hors cote	258	201
Volume des émissions par APE <sup>3</sup>	257	264
<u>Sociétés d'investissement</u>		
- Unités en activité	109	119
- Actifs gérés	1150	1288

(e) = estimation; (2) = base 100 le 30 sept. 1990; (3) Appel public à l'épargne

Sources : BVMT; CMF; Banque Centrale de Tunisie

## *Principales mesures réglementaires*

**D**urant l'année 1997, les mesures réglementaires suivantes ont été prises:

- Création d'une nouvelle banque de dépôts, la Banque Tunisienne de Solidarité, (BTS).
- Création du Conseil supérieur de l'exportation.
- Insertion au code des assurances d'un titre concernant l'assurance à l'exportation.
- Création d'un Conseil national du tourisme.
- Extension de la liste des biens d'équipement touristique éligible aux exonérations fiscales.
- Institution de la formule de l'hébergement touristique à temps partagé 'Time Share'.
- Promotion de l'agriculture et de la pêche, création d'unités de gestion par objectifs.
- Promotion de l'investissement agricole par l'extension de la liste d'équipement hors-taxe.

## POLITIQUE ET INDICATEURS SOCIAUX

*Développement des ressources humaines*

Des progrès remarquables ont été réalisés en Tunisie en ce qui concerne le développement des ressources humaines. Ce pays se trouve au 81<sup>ème</sup> rang sur 175 pays dans le classement du PNUD sur le développement humain et émerge dans le groupe des pays à développement humain moyen. Dans le domaine de l'éducation, les réalisations sont dans l'ensemble proches des objectifs du huitième plan 1992-1996. Les données et les indicateurs sont présentés dans le tableau ci-dessous, couvrant la période 1993-1995. On peut noter une contribution accrue du secteur privé dans l'éducation au niveau du secondaire surtout, car la croissance limitée dans le secteur

public n'a pu subvenir aux besoins de cette catégorie d'élèves. Les dépenses publiques dans le domaine de l'éducation au cours du plan 1992-1995 se chiffrent à 76,9 millions de dinars pour l'enseignement primaire et secondaire, et à 13,45 millions pour la formation professionnelle. 9,8 % des dépenses ont été affectées à la formation professionnelle alors que l'enseignement général s'est vu allouer 56 %. L'enseignement supérieur s'est réservé 34 % du budget de l'éducation, ce qui est une part importante des investissements réalisés. Les six universités que compte le pays accueillent 120000 étudiants répartis dans quatre vingt dix établissements supérieurs.

Evolution des effectifs dans l'enseignement (var. annuelle en %)

	1993	1994	1995
Enseignement primaire	2,4	0,4	0,7
dont établissement privés	1,1	0,0	6,7
Enseignement secondaire	19,2	9,2	10,7
dont établissement privés	2,0	1,6	2,7
Enseignement supérieur	6,7	7,4	6,9

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1997

*Habitat*

Le secteur de l'habitat occupe une place importante dans la stratégie de développement socio-économique en Tunisie. Dans le huitième plan de développement (1992-1996), les objectifs prévoyaient d'améliorer les conditions de vie des familles à revenu limité et dans les cités populaires, de maîtriser le coût des constructions en utilisant les matériaux locaux, d'encourager l'initiative privée, de poursuivre un programme d'éradication des logements rudimentaires, de simplifier les procédures administratives et de sauvegarder le patrimoine immobilier existant. 93 % des prévisions du plan ont été réalisés en ce qui concerne le patrimoine immobilier. Cette réalisation est due au dynamisme du secteur privé qui a réalisé

167.000 unités d'habitation, soit environ 82 % de l'ensemble. Si l'on ajoute les réalisations du programme de Fonds de Solidarité Nationale (26-26), la réalisation passe à 92 % de l'ensemble. La Banque de l'Habitat, principale outil institutionnel de financement du secteur de l'habitat, est intervenue activement en développant de nouvelles formules de crédit, dont notamment les crédits complémentaires à l'épargne-logement et les crédits immédiats. Elle a également continué d'assurer le pré-financement des promoteurs immobiliers avec plus de célérité. Elle a augmenté son capital de 35 à 50 MD, crée trois nouvelles filiales, renforcer son réseau y-compris à l'extérieur du pays et lancé des nouvelles formules de crédit adaptées à toutes les catégories sociales.

### *La Solidarité et le développement social*

Pour renforcer la cohésion sociale, un Fonds de Solidarité Nationale (FSN) a été mis en place avec pour objectif de combattre la pauvreté, équiper les zones démunies en minimum nécessaire de commodités de base et de structures essentielles pour un développement intégral, améliorer les conditions de vie et surtout de la femme rurale, créer des sources de revenus stables à travers des micro-projets, et intégrer ces zones dans le tissu économique et social. Le FSN a poursuivi

ses réalisations au cours de 1997 avec des résultats plutôt probants: 1144 zones d'ombre ont été identifiées, 571 zones ont été traitées en quatre ans et 573 autres sont programmées pour les quatre prochaines années. Près de 100 000 familles ont déjà bénéficié de projets d'infrastructure pour un investissement de 173,626 MD. L'électricité rurale, l'eau potable, logement amélioré, l'éducation, la santé, les routes et bien d'autres secteurs font l'objet des multiples projets de développement.

#### **Projets d'infrastructures de base**

	1993	1994	1995	1996	Total
Localités bénéficiaires	108	142	152	169	571
Nombre de projets	272	302	408	437	1419
Familles bénéficiaires	27766	30999	19148	21371	99284
Investissement	27035	35973	54110	56506	173626

*Source : Fonds de Solidarité National*

## ***Références***

- ◆ Banque Centrale de Tunisie, Périodique de Conjoncture, No. 14, Octobre 1997.
- ◆ Dossier, Conjoncture: Bilan de l'année 1996, No. 204, Avril 1997, Tunis
- ◆ Conjoncture, Bilan des huit premiers mois 1997, No. 206, Octobre 1997
- ◆ Connaître la Tunisie, Agence Tunisienne de Communication Extérieur, Nov.1996.
- ◆ PNUD, Rapport Mondial sur le Développement Humain 1997, New York.
- ◆ Fonds de Solidarité Nationale, FSN 2626, Journée de Solidarité Nationale, 8 Dec.1996.
- ◆ Economist Intelligence Unit, Country Report